

**RAPPORT N° 41** 14 octobre 2002  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**sur le postulat N° 243.00 Gilbert Cardinaux/  
Fritz Burkhalter concernant le maintien des  
abattoirs dans le canton**

Conformément à l'article 74 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport et nos propositions sur le postulat Gilbert Cardinaux et Fritz Burkhalter concernant le maintien d'abattoirs dans le canton (cf. *BGC* 2000, p. 854, pp. 1602 et 1603, pp. 1612 et 1613). Ce rapport comprend les points suivants:

1. Résumé du postulat et de la réponse du Conseil d'Etat
2. Cadre et problématique
3. Analyse de la situation
4. Lignes stratégiques d'une politique cantonale
5. Actions concrètes de l'Etat

---

## 1. RÉSUMÉ DU POSTULAT ET DE LA RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

Dans le développement de leur postulat, les députés Cardinaux et Burkhalter constataient que le nombre d'abattoirs ne cesse de diminuer, nombre d'entre eux ne répondant plus aux exigences de la loi fédérale sur les denrées alimentaires et aux normes européennes. En se référant à un reportage dans le journal *Terre et Nature* du 2 juin 2000, ils estimaient que ce phénomène touche pratiquement tous les cantons romands. Le canton de Fribourg n'y échappe pas. Les grandes surfaces ayant leurs propres installations, le problème se pose pour les bouchers privés et les agriculteurs qui, à moyen terme, n'auront plus d'abattoirs à leur disposition. Certains cantons romands réagissent, Vaud va investir 2 millions de francs pour la rénovation des abattoirs de Lausanne, le Valais est partenaire pour moitié de celui de Martigny. Dans le canton de Fribourg, l'agriculture, en particulier par son élevage, occupe encore une place importante. Aussi les intervenants demandaient-ils qu'une étude pour la mise en place d'un plan de couverture établissant les besoins du canton et permettant ainsi d'assurer l'abattage du bétail, en urgence notamment, soit entreprise.

Dans sa réponse, le Gouvernement remarquait en préambule que, même si la question des abattoirs et le plan de couverture y relatif, que les intervenants souhaitent faire établir, ne relèvent pas directement des tâches de l'Etat, il ne peut simplement les ignorer. Outre la nécessité de disposer des installations d'abattage d'urgence, dans le cadre de la lutte contre les épizooties, l'intérêt général du maintien d'une structure permettant d'assurer un approvisionnement suffisant du marché de la viande et la fonction des abattoirs dans le cadre de la promotion des produits agricoles sont autant de motifs qui justifient qu'une étude soit entreprise. Celle-ci devra ainsi permettre de dégager à la fois une analyse approfondie, sur la nécessité non seulement d'établir un plan de couverture des abattoirs mais aussi d'arrêter leur fonction dans le cadre d'un marché de la viande efficient qui tienne compte à la fois des intérêts des producteurs et des besoins des consommateurs. Il va de soi enfin que cette étude devra également prendre en considération l'évolution qu'a connue ce secteur au cours de ces dernières années et la concentra-

tion des abattoirs qui en est résulté. Vu ces considérations, le Conseil d'Etat proposait de prendre en considération ce postulat, qui a été accepté le 15 novembre 2000.

## 2. CADRE ET PROBLÉMATIQUE

Les questions soulevées par le postulat Cardinaux/Burkhalter sont complexes, singulièrement du fait que l'évolution de la structure cantonale des abattoirs dans le canton est par nature liée à celle, incertaine, du marché de la viande, qui de surcroît dépasse largement les frontières cantonales. Ainsi, vu la complexité des problèmes que ce postulat soulève, il a été décidé de charger un groupe de recherche de l'Université de Fribourg d'analyser certains aspects des questions posées. Cette étude, qui doit rester confidentielle parce qu'elle contient des données personnelles, a servi de base à l'établissement du présent rapport.

Le problème se formule de la façon suivante: on constate, pour les dix à douze dernières années, une tendance marquée à la baisse du nombre des abattoirs dans le canton de Fribourg. Peut-on faire des prévisions quant à la poursuite de cette tendance? Est-il possible et souhaitable de l'influencer par des actions de l'Etat? Le cas échéant, quelles seraient les actions à envisager?

Cet ensemble de questions est à situer dans le contexte particulièrement sensible aujourd'hui de l'agriculture, ainsi que dans une structure d'exploitations dans laquelle deux entreprises, Micarna à Courtepin et Marmy Viandes en gros SA à Estavayer-le-Lac, traitent à elles seules, en 2000, plus de 80 % des abattages totaux dans le canton. Le fait que ces entreprises traitent du bétail de toute la Suisse rend leur comparaison difficile avec les autres exploitations fribourgeoises. C'est précisément à ces exploitations fribourgeoises qui sont de type artisanal que s'adresse l'attention du présent rapport. On doit aussi poser plus particulièrement la question de la nécessité du maintien d'un service d'abattage d'urgence décentralisé.

## 3. ANALYSE DE LA SITUATION

### a) Les bases légales

Les instruments légaux relatifs aux marchés du bétail de boucherie et de la viande, à la viande comme denrée et aux abattages sont nombreux en Suisse. Dans cet ensemble très complet, on retiendra spécialement la nouvelle loi sur l'hygiène relative aux denrées alimentaires (LDAI) en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1995. C'est en particulier cette loi qui pourrait avoir, entre autres effets, accéléré la fermeture d'un bon nombre d'abattoirs. L'application de cette loi et les modifications que doivent éventuellement effectuer les exploitants en raison de cette loi s'échelonnent par paliers jusqu'en 2005 (date où les locaux devront être complètement adaptés aux normes). Passé cette échéance, le vétérinaire cantonal pourra fermer toutes les exploitations ne respectant pas les exigences légales. Durant la période transitoire, il n'est pas exclu non plus que certains autres abattoirs soient fermés sur ordre du vétérinaire cantonal ou encore par les exploitants eux-mêmes. De cette loi découle toute une série d'ordonnances qui la précisent et la complètent. Cette législation traite entre autres des activités d'abattage, des cas d'épizootie et des abattages dits d'urgence. Depuis lors, des «autorisations d'exploiter» sont nécessaires pour exercer les abattages et celles-ci sont délivrées par le vétérinaire cantonal.

## b) Les éléments structurels

Sans tenir compte des grands abattoirs de Courtepin et d'Estavayer-le-Lac, il y a lieu de considérer que la répartition géographique est inégale, une plus grande densité étant constatée en particulier dans le district de la Singine.

Si l'on prend le nombre d'abattage par exploitation, on constate que les trois quarts des exploitations traitent moins de 1000 têtes par an et la moitié des exploitations, moins de 350 têtes par an.

On constate aussi que les abattoirs sont relativement spécialisés selon les catégories de bétail qu'ils traitent (bovins, porcs, etc.). Il y a peu de variations à ce sujet pour les dix dernières années, sauf pour les abattoirs de Fribourg où les besoins sont en forte diminution. Les petits abattoirs artisanaux sont enfin utilisés pour des productions spécialisées.

## c) Les tendances et prévisions

Entre 1991 et 2000, la baisse a été de 25 abattoirs sur 67 au départ. Cette baisse est ainsi de plus de 37 %. Il ne serait toutefois pas raisonnable d'extrapoler cette évolution pour les dix prochaines années en raison de plusieurs facteurs de renforcement du secteur artisanal de l'abattage, notamment des conditions socio-culturelles.

En plus, on ne peut pas seulement procéder en terme de nombre d'abattoirs. On sait en effet que, pour les dix dernières années, ce sont plutôt les très petits abattoirs qui ont disparu avec des effets très faibles en terme de quantité de bétail abattu.

Pour les abattoirs qui subsistent en 2000, on peut au moins retenir une certaine stabilité du nombre des abattages pour le secteur artisanal dans sa totalité, à savoir l'ensemble des abattages du canton moins les abattages des deux ou trois grandes entreprises.

La grande inconnue est l'échéance de 2005 qui correspond au dernier délai pour le passage à l'application de nouvelles normes d'hygiène. On peut s'attendre, jusqu'à cette date, à une possible réduction du nombre des abattoirs. Cet effet sera en partie lié au fait que certains abattoirs n'auront pas été en mesure d'appliquer ces nouvelles normes.

Toutes les exploitations concernées ne vont pas disparaître, mais d'autres causes de disparition sont aussi possibles telles que, pour le responsable, le fait de prendre sa retraite et de ne pas être remplacé.

## d) Les conditions socio-culturelles du secteur artisanal

Plusieurs éléments de force du secteur artisanal doivent être mentionnés:

- la plus grande flexibilité d'organisation permise par une main-d'œuvre familiale ou locale avec laquelle existent des liens personnels et qui possède des motivations spécifiques;

- les effets de complémentarité avec l'exploitation d'une boucherie (boucherie et abattoir dans le même bâtiment: valable selon une estimation sommaire pour 60 % environ des exploitations d'abattoir); lorsque l'abattoir est lié à une boucherie, des synergies sont possibles (organisation du temps de travail du personnel, production de certaines spécialités, etc.); le cas d'abattoirs liés à des producteurs de bétail pourrait aussi apporter des résultats intéressants, par exemple sensibiliser encore davantage le producteur avec le produit fini;

- le contact aussi bien du boucher avec le producteur de bétail et le consommateur qui permet une mise en valeur unique de la traçabilité du produit (pouvoir décrire personnellement et totalement au consommateur l'origine de sa viande);

- la formation professionnelle complète du maître boucher qui contraste avec le caractère en moyenne moins qualifié des membres du personnel des grandes entreprises d'abattage; à cette formation s'ajoutent les motivations liées à la liberté de décision et à la prise de risque.

Ces conditions socio-culturelles expliquent en tout cas largement la résistance des exploitations, mêmes petites, qui ont survécu aux évolutions de ces dix à douze dernières années. Ces conditions devraient continuer d'exister.

## e) Les données économiques des exploitations

Les remarques qui précèdent rendent très difficile l'élaboration de critères généraux de viabilité des exploitations d'abattage.

Aucune analyse comptable des exploitations n'a pu être réalisée. La plupart des exploitations ne tiennent pas de comptabilité analytique, et la reconstitution de ces données serait un travail long, difficile et coûteux.

Ce qui frappe toutefois dans les études qui ont été réalisées sur cette question, c'est que, s'il existe un lien entre la rentabilité de l'exploitation et sa dimension, celui-ci n'est de loin pas direct ou proportionnel et qu'il est sujet à de nombreuses exceptions.

## 4. LIGNES STRATÉGIQUES D'UNE POLITIQUE CANTONALE

Quelle peut être l'attitude des pouvoirs publics en matière d'abattoirs? On peut constater à ce sujet plusieurs points:

a) Tout schéma planificateur fondé sur un critère unique et simple est à regarder avec précaution: aider seulement les exploitations qui dépassent un certain seuil de dimension (1000 têtes abattues par an) ou seulement les projets qui impliquent la coopération de plusieurs partenaires ou encore seulement celles qui s'intéresseraient à collaborer à un réseau décentralisé d'abattoirs aptes à intervenir en cas d'urgence. Ces critères sont peut-être pertinents, mais ne peuvent être utilisés individuellement. La seule voie possible serait la définition d'un ensemble relativement complet de critères, appliqués dans une perspective d'évaluation, par une autorité reconnue des parties. C'est dans cette perspective de grande prudence qu'il faut accueillir la demande d'un «plan de couverture», pour lequel d'ailleurs il n'existe pas d'obligation de l'Etat, ni cantonale ni fédérale.

b) Les abattoirs de Saint-Léonard, à Fribourg, constituent en quelque sorte une centrale cantonale aux fonctions très polyvalentes et pouvant intervenir en cas d'épidémies catastrophiques: possibilité de réquisitionner l'abattoir par le vétérinaire cantonal (une convention existe déjà à ce sujet). On doit aussi remarquer que, en cas d'épidémie, les exploitations de Micarna et Marmy Viande en gros SA devraient pouvoir être sollicitées. Des conventions devraient être passées à ce sujet. De toute façon, la question des abattages d'urgence doit être séparée de celle des épizooties. Enfin, vu la diminution importante des abattages au cours de ces dernières années et la concurrence accrue des deux grands abattoirs précités, on peut sérieusement douter de la viabilité économique à long terme des abattoirs de Saint-Léonard, à Fribourg.

c) Pour les abattages d'urgence, on pourrait se demander si les milieux concernés ne pourraient pas organiser sur une base volontaire un système de permanence, recouvrant l'ensemble du territoire cantonal. Il existe déjà en certains endroits. Par milieux concernés, on peut comprendre, selon les cas, les organismes d'assurance du bétail, les organisations de producteurs, les bouchers. La question d'un éventuel soutien des frais supplémentaires devrait être regardée avec réserve, parce qu'ils semblent très réduits. En revanche, l'implication des divers partenaires au niveau des régions serait une expérience stimulante de collaboration des intéressés. Par ailleurs, en matière d'abattages d'urgence, il est recommandé d'éviter de trop longs trajets à du bétail à abattre (stress qui détériore la qualité de la viande et qui est contraire au bon traitement des animaux). D'un autre côté, en cas d'accident, il n'est pas possible de compter sur des abattages d'urgence à la ferme, ni de promouvoir cette forme de solution, principalement en raison des difficultés de procéder à des contrôles et à la surveillance de la viande.

## 5. ACTIONS CONCRÈTES DE L'ÉTAT

Des grandes lignes qui précèdent, on peut envisager les actions concrètes suivantes de la part de l'Etat en face du problème des abattoirs dans le canton:

- a) Continuer d'observer attentivement l'évolution des mises à jour des mesures d'hygiène jusqu'à l'échéance 2005. On peut en gros admettre que les investissements de mise à jour ne sont encore réalisés qu'au tiers et que les deux tiers sont encore à venir.
- b) Mettre à disposition les services de l'Etat compétents en vue de collaborer à la mise en place d'un système de transport privé pour les abattages d'urgence et de l'établissement de conventions y relatives avec les abattoirs.
- c) Etablir avec les abattoirs existants des conventions concernant les abattages liés à la lutte contre les épizooties.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

---

**BERICHT Nr. 41** 14. Oktober 2002  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Postulat Nr. 243.00 Gilbert Cardinaux/  
Fritz Burkhalter über die Erhaltung von  
Schlachthöfen im Kanton**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit gemäss Artikel 74 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates den Bericht und unsere Anträge zum Postulat Gilbert Cardinaux und Fritz Burkhalter über die Erhaltung von Schlachthöfen im Kanton (vgl. TGR 2000, S. 854, S. 1602 und 1603, S. 1612 und 1613). Der Bericht ist in folgende Kapitel unterteilt:

1. Zusammenfassung des Postulats und der Antwort des Staatsrats
2. Rahmen und Problematik
3. Situationsanalyse
4. Strategische Leitlinien für die Politik des Kantons
5. Konkrete Massnahmen des Staats

## 1. ZUSAMMENFASSUNG DES POSTULATS UND DER ANTWORT DES STAATSRATS

In der Begründung ihres Postulats wiesen die Grossräte Cardinaux und Burkhalter darauf hin, dass die Zahl der Schlachthöfe immer mehr zurückgeht, weil viele von ihnen den Bestimmungen des eidgenössischen Lebensmittelgesetzes und den europäischen Normen nicht mehr entsprechen. Gestützt auf einen am 2. Juni 2000 in *Terre et Nature* erschienenen Artikel vertraten sie die Meinung, dass dieses Phänomen praktisch alle Westschweizer Kantone und auch den Kanton Freiburg betrifft. Das Problem stellt sich ihrer Ansicht nach für die privaten Metzger und die Landwirte, denen mittelfristig keine Schlachthöfe mehr zur Verfügung stehen, während die Grossverteiler ihre eigenen Einrichtungen haben. Andere Westschweizer Kantone reagieren, so z.B. der Kanton Waadt, der 2 Millionen Franken in die Renovation des Schlachthofs Lausanne investiert, oder das Wallis, das zur Hälfte am Schlachthof Martigny beteiligt ist. Im Kanton Freiburg nehmen die Landwirtschaft und vor allem die Viehzucht einen wichtigen Platz ein. Die Verfasser des Postulats forderten daher eine Studie im Hinblick auf die Ausarbeitung eines Bedarfsdeckungsplans für den Kanton, so dass die Viehschlachtungen, insbesondere die Notschlachtungen, weiterhin gewährleistet sind.

Wie der Staatsrat in seiner Antwort einleitend festhielt, kann er die Frage der Schlachthöfe und den von den Verfassern des Postulats gewünschten Bedarfsdeckungsplan nicht einfach ignorieren, obwohl beides nicht direkt in den Zuständigkeitsbereich des Staats fällt. Neben der Notwendigkeit von Anlagen für Notschlachtungen im Rahmen der Tierseuchenbekämpfung gibt es noch andere wichtige Gründe, die eine solche Studie rechtfertigen, so das allgemeine Interesse an der Erhaltung von Strukturen, die eine ausreichende Versorgung des Fleischmarkts gewährleisten, und die Rolle der Schlachthöfe beim Absatz der landwirtschaftlichen Produkte. Die Studie muss nicht nur eine detaillierte Analyse in Bezug auf die Notwendigkeit eines Bedarfsdeckungsplans für die Schlachthöfe enthalten, sondern auch deren Funktion in einem effizienten Fleischmarkt festlegen, der sowohl den Interessen der Produzenten als auch den Bedürfnissen der Konsumenten Rechnung trägt. Natürlich muss eine solche Studie auch die in den letzten Jahren erfolgte Entwicklung in diesem Sektor und die dadurch verursachte Konzentration bei den Schlachthöfen berücksichtigen. Aus diesen Gründen beantragte der Staatsrat dem Grossen Rat, das Postulat erheblich zu erklären. Es wurde am 15. November 2000 angenommen.

## 2. RAHMEN UND PROBLEMATIK

Die im Postulat Cardinaux/Burkhalter aufgeworfenen Fragen sind komplex, besonders weil die strukturelle Entwicklung der Schlachthöfe im Kanton naturgemäss mit der unsicheren Entwicklung des Fleischmarkts verbunden ist, die sich überdies nicht auf unseren Kanton beschränkt. Aufgrund der Komplexität der im Postulat angesprochenen Probleme wurde deshalb beschlossen, eine Forschungsgruppe der Universität Freiburg mit der Prüfung bestimmter Aspekte zu beauftragen. Die Studie, die vertraulich bleiben muss, weil sie Personendaten enthält, diente als Grundlage für diesen Bericht.

Das Problem stellt sich wie folgt: In den letzten zehn bis zwölf Jahren ging die Zahl der Schlachthöfe im Kanton Freiburg stark zurück. Kann eine Prognose über die weitere Entwicklung gestellt werden? Ist es möglich und

wünschenswert, diese durch staatliche Massnahmen zu beeinflussen? Falls ja, welche Massnahmen kommen in Frage?

Diese Fragen sind im Zusammenhang mit dem heute besonders heiklen Umfeld der Landwirtschaft und den Betriebsstrukturen zu sehen, d.h. der Tatsache, dass zwei grosse Unternehmen, Micarna in Courtepin und Marmy Viandes en gros SA in Estavayer-le-Lac, im Jahr 2000 zusammen über 80 % der gesamten Schlachtungen im Kanton durchgeführt haben. Diese Unternehmen lassen sich nur schwer mit anderen Freiburger Betrieben vergleichen, weil sie Vieh aus der ganzen Schweiz schlachten. Dieser Bericht befasst sich mit den gewerblichen Betrieben des Kantons Freiburg. Zudem stellt sich auch die Frage, ob es nötig ist, einen dezentralisierten Not-schlachtungsdienst aufrechtzuerhalten.

### 3. SITUATIONSANALYSE

#### a) Gesetzesgrundlagen

Die Schweiz hat zahlreiche Erlasse, die den Schlachtviehmarkt und den Fleischmarkt, das Fleisch als Lebensmittel und das Schlachten regeln. Besonders hervorzuheben in diesem umfassenden Regelwerk ist das neue Lebensmittelgesetz (LMG), das am 1. Juli 1995 in Kraft trat. Vor allem dieses Gesetz könnte dazu beigetragen haben, dass viele Schlachthöfe aufgegeben wurden. Die Anwendung des Lebensmittelgesetzes und die allfälligen Änderungen, die die Betreiber vornehmen müssen, sind bis 2005 gestaffelt (Frist für die vollständige Anpassung der Räumlichkeiten an die Vorschriften). Nach dieser Frist kann der Kantonstierarzt alle Betriebe schliessen, die die gesetzlichen Anforderungen nicht erfüllen. Auch in der Übergangsphase ist es nicht ausgeschlossen, dass Schlachthöfe auf Anordnung des Kantonstierarzts oder von den Betreibern selbst geschlossen werden. Das Lebensmittelgesetz wird von einer Reihe von Verordnungen präzisiert und ergänzt. Diese regeln unter anderem das Schlachten, die Tierseuchenfälle und die so genannten Notschlachtungen. Um Schlachtungen vornehmen zu können, ist eine Betriebsbewilligung erforderlich, die der Kantonstierarzt erteilt.

#### b) Strukturen

Wenn man die beiden grossen Schlachthöfe in Courtepin und Estavayer-le-Lac ausser Acht lässt, ist festzustellen, dass die Schlachthöfe geographisch sehr ungleichmässig verteilt sind, wobei insbesondere der Sensebezirk eine grössere Dichte aufweist.

Betrachtet man die Anzahl Schlachtungen pro Betrieb, so stellt man fest, dass 75 % der Betriebe weniger als 1000 Tiere pro Jahr und die Hälfte der Betriebe weniger als 350 Tiere pro Jahr schlachten.

Des Weiteren sind die Schlachthöfe weitgehend auf eine Tierart (Rinder, Schweine usw.) spezialisiert. In dieser Hinsicht hat sich in den letzten zehn Jahren wenig geändert, ausser in Freiburg, wo die Nachfrage stark abnimmt. In den kleinen gewerblichen Schlachthöfen werden schliesslich spezielle Produkte hergestellt.

#### c) Tendenzen und Prognosen

Zwischen 1991 und 2000 wurden von den ursprünglich 67 Schlachthöfen 25 Betriebe geschlossen. Dies entspricht einem Rückgang von über 37 %. Es ist aber nicht davon auszugehen, dass sich dieser Trend in den nächsten

zehn Jahren fortsetzt, denn im gewerblichen Sektor gibt es verschiedene verstärkende Faktoren, insbesondere die soziokulturellen Bedingungen.

Ausserdem darf man die Zahl der Schlachthöfe nicht als einziges Kriterium sehen. In den letzten zehn Jahren verschwanden eher die sehr kleinen Schlachthöfe, die in Bezug auf die Schlachtmenge wenig ins Gewicht fallen. In den gewerblichen Schlachthöfen, die im Jahr 2000 bestanden, d.h. ohne die zwei oder drei grossen Schlachtbetriebe, blieb die Anzahl Schlachtungen insgesamt relativ stabil.

Die grosse Unbekannte ist der Ablauf der Übergangsfrist für die Anwendung der neuen Hygienevorschriften im Jahr 2005. Es ist zu erwarten, dass die Zahl der Schlachthöfe bis dahin weiter abnimmt. Dies hängt teilweise damit zusammen, dass manche Schlachthöfe nicht in der Lage sein werden, die neuen Normen umzusetzen.

Nicht alle der betroffenen Betriebe werden aufgegeben, aber es ist auch möglich, dass Betriebe aus anderen Gründen schliessen, z.B. wenn der Betreiber pensioniert wird und keinen Nachfolger findet.

#### d) Soziokulturelle Bedingungen des gewerblichen Sektors

Der gewerbliche Sektor verfügt über verschiedene Pluspunkte:

- flexiblere Organisation mit Familienarbeitskräften oder lokalen Arbeitskräften, zu denen eine persönliche Beziehung besteht und die besonders motiviert sind;

- Komplementäreffekte mit dem Betrieb einer Metzgerei (Metzgerei und Schlachthof im selben Gebäude: trifft gemäss einer summarischen Schätzung auf ca. 60 % der Schlachtbetriebe zu); wenn der Schlachthof mit einer Metzgerei verbunden ist, sind Synergien möglich (Organisation der Arbeitszeit des Personals, Herstellung gewisser Spezialitäten usw.); Abnahmeverträge zwischen einem Schlachthof und Viehproduzenten könnte auch eine interessante Lösung darstellen, beispielsweise weil der Produzent sein Augenmerk stärker auf das Endprodukt richtet;

- Kontakt des Metzgers mit den Viehproduzenten einerseits und mit den Konsumentinnen und Konsumenten andererseits, so dass bei der Vermarktung auf die Rückverfolgbarkeit des Produkts gesetzt werden kann (der Metzger kann dem Konsumenten persönlich genau sagen, wo das Fleisch herkommt);

- abgeschlossene Berufsausbildung als Metzgermeister im Gegensatz zum durchschnittlich weniger qualifizierten Personal der grossen Schlachtunternehmen; zu dieser Ausbildung kommt die zusätzliche Motivation aufgrund der Entscheidungsfreiheit und des eingegangenen Risikos.

Diese soziokulturellen Bedingungen erklären zu einem grossen Teil, warum in den letzten zehn bis zwölf Jahren auch kleine Betriebe überlebt haben. Diese Bedingungen sollten weiter bestehen.

#### e) Wirtschaftliche Daten der Betriebe

Wie vorgängig erläutert, ist es sehr schwierig, allgemeine Kriterien für die Lebensfähigkeit von Schlachtbetrieben zu erarbeiten.

Die Buchhaltung der Betriebe konnte nicht analysiert werden. Die meisten Betriebe führen keine analytische Buchhaltung, und die Rekonstruktion der Daten wäre

eine langwierige, schwierige und kostspielige Angelegenheit.

Bei den bisherigen Untersuchungen zu dieser Frage fällt jedoch auf, dass zwar ein Zusammenhang zwischen der Rentabilität und der Grösse des Betriebs besteht, dieser aber keineswegs direkt oder proportional ist und von zahlreichen Ausnahmen geprägt ist.

#### **4. STRATEGISCHE LEITLINIEN FÜR DIE POLITIK DES KANTONS**

Welche Haltung können die Behörden in der Frage der Schlachthöfe einnehmen? Hier sind mehrere Punkte zu beachten:

a) Jede Planung, die nur auf einem einzigen, einfachen Kriterium beruht, ist mit Vorsicht zu betrachten: Unterstützung nur für Betriebe, die eine bestimmte Grösse überschreiten (Schlachtung von 1000 Tiere pro Jahr), nur für Projekte, bei denen mehrere Partner zusammenarbeiten, oder nur für Betriebe, die in einem dezentralisierten Netz von Schlachthöfen zusammenarbeiten möchten, die zusätzlich auch Notschlachtungen durchführen können. Diese Kriterien sind vielleicht sinnvoll, können aber nicht allein angewendet werden. Die einzig sinnvolle Lösung würde darin bestehen, einen relativ umfassenden Kriterienkatalog aufzustellen, der von einer von den Parteien anerkannten Behörde ausgewertet würde. Die Forderung nach einem «Bedarfsdeckungsplan», für den übrigens weder vom Kanton noch vom Bund eine Verpflichtung besteht, ist deshalb mit grosser Zurückhaltung aufzunehmen.

b) Der Schlachthof St. Leonhard in Freiburg stellt gewissermassen eine kantonale Zentrale dar, die sehr unterschiedliche Funktionen erfüllen und bei schweren Seuchenfällen handeln kann: Der Kantonstierarzt kann den Schlachthof in Anspruch nehmen (eine Vereinbarung besteht bereits). Bei Seuchen müssten übrigens auch die Betriebe Micarna und Marmy Viandes en gros SA beansprucht werden können. Dazu sollten Vereinbarungen abgeschlossen werden. Auf jeden Fall muss die Frage der Notschlachtungen getrennt von der Frage der Tierseuchen behandelt werden. Schliesslich lassen der starke Rückgang der Schlachtungen in den letzten Jahren und der verstärkte Wettbewerb zwischen den zwei grossen Schlachthöfen ernsthafte Zweifel an der langfristigen

Lebensfähigkeit des Schlachthofs St. Leonhard aufkommen.

c) In Bezug auf die Notschlachtungen stellt sich die Frage, ob die betroffenen Kreise nicht auf freiwilliger Basis einen Bereitschaftsdienst organisieren könnten, der den ganzen Kanton abdeckt. Dies ist an einigen Orten bereits der Fall. Zu den betroffenen Kreisen gehören je nach Fall die Viehversicherungsorgane, die Produzentenorganisationen und die Metzger. In Bezug auf eine allfällige Übernahme der zusätzlichen Kosten sind Vorbehalte angebracht, denn die Kosten scheinen sehr gering. Dagegen würde die Beteiligung verschiedener Partner auf regionaler Ebene die Zusammenarbeit der Betroffenen fördern. Zudem sollte vermieden werden, dass Tiere für Notschlachtungen zu weit transportiert werden (der Stress beeinträchtigt die Fleischqualität und widerspricht den Grundsätzen der guten Tierhaltung). Andererseits können bei Unfällen keine Notschlachtungen auf dem Hof durchgeführt werden, noch kann diese Lösung gefördert werden, dies vor allem wegen der Schwierigkeiten in Bezug auf die Überwachung und die Durchführung der Fleischkontrolle.

#### **5. KONKRETE MASSNAHMEN DES STAATS**

Aufgrund der obigen Ausführungen kommen die folgenden konkreten Massnahmen des Staats für das Problem der Schlachthöfe im Kanton in Frage:

- a) Weiterhin sorgfältige Beobachtung der Anpassungen im Hygienebereich bis zum Ablauf der Übergangsfrist im Jahr 2005. Grob geschätzt sind bis jetzt nur rund ein Drittel der notwendigen Investitionen vorgenommen worden, zwei Drittel stehen noch aus.
- b) Bereitstellung der zuständigen Dienststellen des Staats im Hinblick auf die Mitwirkung bei der Organisation eines privaten Transportsystems für Notschlachtungen und der Ausarbeitung von entsprechenden Vereinbarungen mit den Schlachthöfen.
- c) Abschluss von Vereinbarungen über Schlachtungen in Zusammenhang mit der Tierseuchenbekämpfung mit den bestehenden Schlachthöfen.

Wir bitten Sie, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

—————